

La démographie est une science éminemment politique, et cela est encore démontré par le cas français, aujourd'hui évoqué par **Le Parisien-Aujourd'hui**, sous le titre peu rassurant « **La France en panne de naissances**

» : «

**Jamais depuis 1999 on n'avait fait aussi peu de bébés les neuf premiers mois d'une année. Près de 16 000 manquent à l'appel**

», soit une baisse de presque 3 % par rapport à l'an dernier (environ 2,75 %), ce qui est considérable, même s'il faut être prudent sur la suite, l'année n'étant pas terminée. Mais il y a peu de chances (sauf miracle) que la tendance actuelle s'inverse, malheureusement.



L'explication classique est d'évoquer la difficulté des temps présents, la crise et ses conséquences sur l'emploi : alors qu'il y a près de 6 millions de chômeurs, que « **près d'un**

### **jeune sur quatre se retrouve au chômage, quand même le diplôme commence à ne plus être un sésame pour décrocher un emploi**

», comme le souligne l'économiste interrogé par le quotidien, «

### **les familles s'interrogent**

». Pourtant, la crise ne date pas d'hier, et, jusque là, cela n'avait pas empêché la démographie française de rester l'une des plus dynamiques d'Europe, atteignant, il y a quelques années, un taux de fécondité de plus de 2 enfants par femme en âge de procréer...

En fait, au-delà des explications économiques ou sociologiques (qui ne sont pas inintéressantes mais qui ne sont pas les plus déterminantes), c'est bien l'explication politique qui est, en ce domaine, la plus crédible et la plus importante. *Le Parisien-Aujourd'hui* évoque « **les errances des politiques familiales conduites depuis 2011**

» : or, «

**ce qui semble compter (...), c'est davantage la stabilité de la politique familiale que sa générosité. En France, depuis la guerre, cette politique a été sanctuarisée par tous les gouvernements de droite et de gauche. Jusqu'à récemment.**

» En fait, depuis quelques années, la République, soucieuse de faire des économies « faciles », n'a pas hésité à remettre en cause cette stabilité jusque là « heureuse », même s'il était encore possible d'améliorer la politique de protection familiale, en particulier

**en renforçant les capacités d'accueil des nourrissons et des enfants en bas âge**

, mais aussi

**en instituant**

(ce que les gouvernements successifs n'ont pas osé, pour des raisons parfois plus idéologiques que logiques...)

**le « salaire maternel »**

, que je préfère appeler, au regard des nouvelles réalités sociologiques françaises,

**le « salaire familial »**

.

Dans cette remise en cause de la politique familiale traditionnelle, **droite et gauche sont également coupables**, et M. Fillon tout autant que MM. Ayrault et Valls : quand le premier ministre de Nicolas Sarkozy, en faisant sa réforme des retraites en 2010, supprimait cette possibilité pour les fonctionnaires mères de trois enfants de partir à tout âge après quinze ans de bons et loyaux services, il céda aux injonctions de l'Union européenne qui y voyait une discrimination envers les pères, la Commission de Bruxelles oubliant dans sa folie égalitaire que, jusqu'à preuve du contraire, ce sont bien les femmes, et elles seules, qui peuvent enfanter et y sacrifient, au-delà même de l'accouchement et pour les jeunes années de leur progéniture, de nombreuses années et de précieuses (et heureuses tout autant que bienveillantes...) énergies. J'avais, à l'époque, signalé à mes collègues et à mes élèves, que cette mesure apparemment anodine, ouvrait la porte à **une déconstruction de la politique familiale et à des conséquences négatives sur la démographie de notre pays** car elle envoyait un mauvais signal aux femmes (mais aussi à toute la société) qui n'avaient plus cette reconnaissance de leur statut particulier quand elles étaient mères de famille dite nombreuse.



*Une famille de France...*

La gauche, en remettant en cause l'universalité de la solidarité publique par la baisse des allocations familiales versées aux familles dites aisées (mesure entrée en vigueur cette année), mais aussi et surtout par la réforme du congé parental qui, en définitive, a fait **des économies sur le dos des familles**

(environ 860 millions d'euros, dit-on, pour l'ensemble des mesures) et particulièrement des mères elles-mêmes, obligées de « donner » une part de leur temps de congé à leur conjoint pour des motifs qui se veulent, là encore, d'égalité...

En tout cas, les (mauvais) résultats sont là et certains s'inquiètent de **la fin d'un « miracle démographique français »**

qui risque d'avoir des conséquences sur le système même des retraites par répartition : **moins d'enfants à naître c'est des retraites plus difficiles à financer**

, en définitive... Là encore, la France risque de payer d'un prix lourd

**l'inconséquence d'une République qui navigue à vue et ne sait ni prévoir ni préparer**

«

**l'avenir que tout esprit bien né souhaite à sa patrie**

», selon la fameuse formule du maître de Martigues...

## Démographie française et inconséquence républicaine.

Écrit par Jean-Philippe

Mercredi, 04 Novembre 2015 23:12

---